

Ces problèmes sont de deux ordres: d'abord ils sont économiques, puis nationaux.

Je ne m'attarderai pas à des considérations théoriques sur l'économie politique. J'irai droit au but et j'admettrai que la situation financière du Canada est précaire.

Oh! Je ne suis pas au nombre des pessimistes et je ne perds pas confiance en l'avenir. Je me rappelle que les Etats-Unis, après la guerre de Sécession, ont vu leur dette, qui n'était que de \$64,000,000 en 1860, atteindre \$2,773,000,000 en 1866. Cependant, en 20 ans, les Etats-Unis ont payé la moitié de leur dette. Le Canada, avec ses richesses naturelles, sa population laborieuse et saine, ses industries et son commerce sans cesse grandissant, fera face aussi vaillamment que les Etats-Unis à la tâche qui lui incombe.

Toutefois, il n'en est pas moins vrai que, présentement, nos obligations sont très lourdes. Notre dette s'est accrue de \$2,000,000,000 depuis 10 ans; nos intérêts annuels ont sauté de \$14,000,000 à \$140,000,000. C'est énorme pour un pays qui ne compte que 9,000,000 d'habitants. Aussi, il n'est pas étonnant que le grand argentier du pays ne puisse annoncer l'amortissement de la dette et une nouvelle diminution des impôts nécessaires pour boucler le budget.

Ce qui étonne le pays, c'est d'entendre les tories nous faire un crime de cet état de choses dont ils sont les auteurs. Le chef de l'opposition, de qui on a dit avec raison qu'il était un bon *debater* mais "un mauvais perdant", a cherché à contredire cette affirmation et à effacer cette impression en visitant la province de Québec où il a proclamé partout qu'il ignorait la rancune et dédaignait les représailles. Cependant, les discours qu'il prononce ici en sont pleins et ne négligent rien des critiques les plus amères, des attaques les plus injustes, ni même des insinuations les plus perfides. A l'instar du prophète dont les lamentations déchirantes étaient chantées dans nos temples, la semaine dernière, l'ancien premier ministre tory, chassé du pouvoir et assis dans la froide région de l'opposition, se lamente sur tous les tons, pousse des soupirs à fendre l'âme et gémit: "Vous tous qui passez, voyez s'il est une douleur semblable à la mienne, car le peuple a été ingrat pour moi et mon parti. N'aurez-vous pas pitié de nous qui sommes si honnêtes, si bons, si économes, qui ne rêvons qu'au bonheur des Canadiens! Et voyez donc s'il est un pire gouvernement que le gouvernement libéral!"

Après ces lamentations, le chef de l'opposition et ses amis se dressent en accusateurs, ils traduisent les chefs du Gouvernement à la barre, ils leur demandent des comptes: "Qu'avez-vous fait des finances de l'Etat?" L'ancien

ministre des finances, d'ordinaire si riche en sourires, fronce les sourcils, enfle la voix et nous dit, d'un air tragique: "Sous votre gouvernement, la dette est énorme et les impôts écrasants."

Monsieur l'Orateur, les impôts ne doivent pas être reprochés à ceux qui les prélèvent, mais à ceux qui les ont rendus nécessaires.

Les propres responsabilités du gouvernement tory d'avant-guerre, du temps de la guerre, et de l'après-guerre, sont-elles déjà si loin et si oubliées?

La dépression des affaires au Canada n'a pas commencé avec la guerre, elle était en marche bien avant. Après les quinze années de grande prospérité procurées au Canada par le gouvernement Laurier, qu'avons-nous vu?

De 1911 à 1913, une crise générale est venue jeter le désarroi dans les affaires, alors que le gouvernement Borden administrait le pays.

Les conservateurs avaient combattu le traité de réciprocité avec les Etats-Unis, en 1911, en exploitant certains préjugés populaires et en s'écriant que les libéraux voulaient annexer le Canada à la république américaine. Leur mot d'ordre était alors: "No truck nor trade with the yankees." Or, en 1911, sous le gouvernement Laurier, nous achetions des Etats-Unis pour \$284,934,739 et nous leur vendions pour \$104,115,823. En 1913, après deux ans du régime de ces bons tories qui redoutaient tant les Etats-Unis, nous achetions de ceux-ci pour \$441,142,593 et nous ne leur vendions que pour \$139,000,000!

Pour la première fois depuis 1897 l'on entendit parler de chômage au Canada. Des maisons florissantes, jusqu'en 1911, réduisaient le nombre de leurs employés, les heures de travail; d'autres fermaient leurs portes. A Montréal, à Toronto, à Winnipeg, à Regina, à Calgary, à Edmonton et à Vancouver l'on comptait pas moins de 100,000 sans-travail.

L'administration conservatrice de 1912 et de 1913 aboutit à une crise qui atteignit sa phase aiguë en 1914, avant la guerre. L'affaiblissement des affaires se faisait sentir partout, aussi bien dans les revenus de l'Etat que dans les recettes des entreprises privées. Quoique la balance du commerce fut contre nous, nous voyions nos revenus douaniers diminuer d'un million par mois durant les six mois qui précédèrent la déclaration de la guerre. Les recettes des chemins de fer diminuèrent de treize millions en 1914. La demande des homesteads allait toujours en déclinant.

Cependant, le Gouvernement dépensait avec extravagance. Les libéraux, durant leurs quinze années d'administration, avaient augmenté de 43 millions les dépenses "contrôlables". L'augmentation de ces mêmes dépenses, au